

des Nations Unies. Cet organisme, a-t-il ajouté, serait chargé, non seulement d'emmagasiner et de surveiller les matières à lui ainsi confiées, mais de mobiliser des spécialistes de tous les pays en vue de l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

C'est là, à mon sens, une nouvelle orientation,—nécessaire, je crois,—par rapport aux propositions qui ont été soumises, à l'occasion, à la Commission américaine de l'énergie atomique. Si l'on pouvait s'entendre là-dessus, ce serait un grand pas de fait vers l'application à des œuvres de paix de cette importante source nouvelle d'énergie.

Comme le disait M. Churchill, il y a quelque temps, la terreur même qu'inspirent ces armes dont a parlé le président peut constituer une sorte d'assurance contre le recours à ces engins en temps de guerre. L'important, cependant, n'est pas seulement, comme certains le préconisent, d'interdire l'usage de telles armes,—ce qui pourrait être d'une efficacité incertaine lorsqu'une nation se trouve en face de la défaite militaire,—mais de trouver les moyens de supprimer la guerre et la menace de guerre. C'est la seule façon d'éviter la guerre. Je le répète, nous sommes d'avis qu'on ne peut y parvenir par des menaces indiquant qu'on emploiera la force; ni par le renforcement des armées de terre, de mer et de l'air, bien que, dans certaines circonstances, ce soit nécessaire; ni en s'assurant, cà et là dans le monde, des bases militaires pour les remplir d'engins de guerre dévastateurs. Nous estimons qu'on ne peut arriver à cette fin qu'au moyen de négociations entre grandes puissances et du relèvement rapide du niveau d'existence dans le monde entier. Je soulignerai encore qu'à mon avis, c'est, en fin de compte, la meilleure façon de se défendre dont dispose la démocratie; je parle du relèvement du niveau d'existence des pays moins favorisés, dans les régions insuffisamment développées du globe.

On dit que les ministres des affaires étrangères traiteront probablement non seulement la question des armes atomiques et la proposition russe tendant à leur interdiction, mais le plus vaste problème du désarmement. Je connais quelque peu les difficultés auxquelles ils devront faire face, car j'ai assisté aux réunions des Nations Unies en 1946, lorsque notre propre premier ministre, alors ministre aux Affaires extérieures, a laissé prévoir, pour la première fois, l'Organisation de la Communauté atlantique, parce que les grandes puissances n'auraient rien fait pour mettre en application le chapitre de la Charte réclamant des négociations entre états-majors. Quand, à la fin de l'assemblée en question, on a proposé de désarmer, nous avons assisté au rejet de cette proposition par M. Molotov, et au geste posé environ à la

même date par sir Hartley Shawcross, qui disait la Grande-Bretagne disposée à remettre aux Nations Unies les clefs de ses usines, à ouvrir les volets afin qu'on puisse vérifier l'activité de celles-ci, comprendre le problème, et enfin, arriver à quelque entente au sujet du désarmement.

Par le passé, les propositions de la Russie étaient inacceptables, mais il se peut que sous le nouveau régime,—je dis: "il se peut",—on présente au monde des propositions plus satisfaisantes qui pourraient être étudiées. Nous pourrions formuler des propositions plus satisfaisantes.

**M. Stick:** Je ne crois pas la chose possible.

**M. Coldwell:** On me permettra, à ce propos, de faire à l'honorable député de Terre-Neuve l'observation suivante. Si, chaque fois que quelqu'un dit qu'une chose est possible, on branle la tête en disant que c'est impossible, rien ne se fera jamais. Je n'accepte pas une pareille attitude. Je ne crois pas non plus que nous devions, à titre de particulier, ni, à titre de gouvernement, adopter une telle attitude.

**M. Studer:** Cela ne se fera jamais par les socialistes.

**M. Coldwell:** Le député dit que jamais les socialistes ne feront cela. Qu'il me permette de lui rappeler que le geste le plus caractéristique de bon gouvernement qui a permis de donner à l'Inde son statut de nation dans le monde et de la garder de notre côté, a été fait par un gouvernement socialiste. Je tiens simplement à rappeler cela au député. En tout cas, nous espérons que le Canada fera état de son influence, toutes les fois qu'il le pourra, pour assurer le désarmement dans la plus large mesure possible.

Je dois terminer, vu que mon temps de parole est presque épuisé. Il y aurait eu bien d'autres questions à traiter, dont certaines ont surgi aux Nations Unies l'automne dernier. J'espère que certains de mes collègues s'arrêteront à quelques-unes de ces questions. Qu'il suffise de mentionner qu'en maintes circonstances j'aurais souhaité que le Canada adoptât une attitude plus ferme à l'égard de certaines questions dont les Nations Unies ont été saisies l'automne dernier. Pour n'en mentionner qu'une ou deux, il y a eu la situation du Maroc et de Tunis et la menace à la liberté humaine dans l'Union sud-africaine.

Ce sont là, à mon avis, des questions qui intéressent tout le monde, non seulement parce qu'il s'agit du bien-être de groupements importants d'hommes, mais parce que, en définitive, il s'agit de la paix du monde. Le Canada devrait prendre l'initiative en vue